

## Mémoire du comité sur l'environnement de Québec solidaire **Ressusciter le programme pour atteindre les objectifs de l'ONU**

À l'occasion de la consultation publique sur les enjeux énergétiques du Québec, le comité thématique sur l'environnement (CTE) lié à la Commission politique de Québec solidaire a produit un mémoire ([Le Québec, une nation phare pour le monde](#), site web de la consultation publique), le seul provenant d'une instance nationale du parti bien que huit régions ou circonscriptions du parti en aient aussi rédigés. Le but majeur de ce mémoire est de déterrer la politique énergétique du parti, au sens large, pratiquement abandonné par sa direction depuis le dit « plan vert » sorti du sac du parti d'en haut, sans aucune consultation de la base, lors de la campagne électorale de l'été 2012.<sup>1</sup> Loin d'être épisodique, cette quasi liquidation de la partie écologique de la plate-forme est maintenant ressuscitée par la campagne « Sortir du noir, Choisir l'or vert » au point que le CTE a dû « désavouer » le contenu de l'outil principal de cette campagne, le journal Solidarités<sup>2</sup>, et demander son retrait de la circulation. (On trouvera en annexe, un résumé des contradictions entre la plate-forme 2012 et le journal Solidarités.)

Ce serait tirer sur le messenger que d'accuser le CTE d'être des tire-au-flanc à la veille probable de la campagne électorale. Les journalistes et péquistes fûtés pourront par eux-mêmes déceler les contradictions entre le journal Solidarités et la plate-forme. La direction aura beau se plaindre du dit *vote stratégique*, elle en est la première responsable en donnant la priorité à la question de l'électrification du transport collectif, thème péquiste s'il en est un même si le PQ parle davantage d'automobile hydroélectrique, nullement critiquée par la campagne Sortir du pétrole, au lieu de brandir l'étendard nettement de gauche du transport collectif gratuit. Pourtant la meilleure façon de contrer la réactionnaire offensive identitaire et islamophobe du PQ, c'est de ramener le débat sur le terrain écologique et social en se démarquant par nos propositions les plus acérées et non pas en honorant le PQ de l'appellation « *social-démocrate* ».<sup>3</sup>

Comme la direction du parti avait renoncé à présenter un mémoire national à la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec — est-ce pour ne pas révéler ses contradictions à la face du monde ou pour encore une fois contourner la Commission politique ? — le CTE a décidé in extremis de saisir la balle au bond pour sortir des limbes les éléments pertinents de la plate-forme électorale 2012 et du programme. Très consciemment, presque tous ces points sont cités dans le mémoire et, bien sûr, argumentés. Comme la plate-forme avait été votée par le congrès spécial d'avril 2012, n'y étaient pas pris en compte les derniers développements conjoncturels, soit la débat sur le transport des énergies fossiles par pipelines et par train. Le mémoire s'y ajuste en conformité avec l'opinion majoritaire des membres et des écologistes.

Cerise amère sur le gâteau pourri, au moment des délibérations du CTE le lobby de l'aluminium et celui de la haute technologie, avec la malheureuse connivence de certains groupes écologistes nationaux, profitèrent de leur passage devant la Commission pour exercer un chantage éhonté afin de mettre la main sur les surplus d'électricité, ce à quoi le gouvernement péquiste a répondu par une lamentable politique de bradage de ces surplus en leur faveur.<sup>4</sup> Cet assaut et cette capitulation firent leur effet comme on le constatera à la lecture du mémoire. Il permit au CTE de préciser ce que devrait être, à son avis, le champ d'application de la nationalisation prévue dans la plate-forme : pas seulement l'extraction des ressources naturelles, dont l'énergie, mais aussi leur première transformation... dont l'aluminium.

En bonus, on constatera que le mémoire commence à résoudre la contradiction de la plate-forme et du programme entre les objectifs de réduction de gaz à effet de serre tels que stipulés par l'ONU, dont l'urgence a été réitérée dans le dernier rapport du GIEC, et les moyens pour y arriver. On est loin du petit milliard \$ de dépenses supplémentaires pour le transport collectif proposé par la Chambre de commerce et entériné par le Plan vert de Québec solidaire et la campagne « Sortir du noir », et même par le Réseau écosocialiste dont la montagne de radicalité idéologique, afin de ne pas affronter ouvertement et publiquement la direction du parti, accouche d'une souris politique de 1.2 milliard \$<sup>5</sup>... laquelle n'a rien d'écosocialiste. On peut peut-être reprocher au mémoire,

cependant, de sous-estimer le potentiel d'efficacité énergétique des bâtiments, question qu'il n'a pas pu creuser faute de temps.

## **Une réduction de 50% de la consommation d'énergie du bâti est atteignable à temps**

Le mémoire du CTE, à la suite de la Régie du bâtiment, met de l'avant une cible de 25% tout en soulignant que cet estimé est « *très conservateur* ». L'organisation étasunienne Rocky Mountain Institute, la Mecque en la matière mais très respectueuse des lois du marché et sans faire l'hypothèse de changement radical des rapports sociaux sauf à être réformiste, estime que les ÉU, en matière d'efficacité énergétique des bâtiments, pourrait économiser 38%, et probablement 69%, de l'utilisation projetée de l'énergie primaire en 2050. « *Investir une somme supplémentaire de 0.5 billion \$ (en valeur actualisée 2010) au cours des 40 prochaines années pourrait économiser 38 pour cent des coûts de l'énergie ou de 1.9 billion \$, une opportunité de 1.4 billion net ne nécessitant aucune nouvelle invention.* »<sup>6</sup>

Un ordre de grandeur similaire s'appliquerait au Québec selon la section Québec du Conseil du bâtiment durable du Canada : « *L'un des meilleurs instruments reconnu internationalement permettant d'assurer l'atteinte des objectifs recherchés est le système de certification volontaire LEED (Leadership in Energy and Environmental Design). [...] Les projets LEED permettent des économies d'énergie entre 25 et 60% et des économies d'eau de 30 à 50%.* »<sup>7</sup> C'est aussi l'avis d'une spécialiste de l'Ordre des architectes : « *Car si, actuellement, la moyenne de consommation en France se compare à celle du Canada (240 par rapport à 250 kWh/m<sup>2</sup>/an), la réglementation impose une diminution substantielle (de 150 à 50 kWh/m<sup>2</sup>/an) pour les nouvelles constructions et une baisse de la consommation (de 38 %) pour l'existant d'ici 2020.* »<sup>8</sup>

Selon cette spécialiste, les professionnelles québécoises sont prêtes y compris pour fabriquer des édifices à consommation énergétique nulle : « *Le concours EQUilibrium de la SCHL vise justement à construire du résidentiel à consommation "nette zéro", c'est-à-dire qui produit autant d'énergie qu'il en consomme [...]. Sur 12 projets lauréats, trois ont vu le jour en sol québécois : les maisons ÉcoTerra à Eastman et Alstonvale à Hudson – malheureusement détruite par un incendie – et le triplex Abondance-Le Soleil à Montréal. Les architectes se sentent donc tout à fait capables de relever le défi avec les techniques et matériaux dont ils disposent.* »

Il n'y aurait pas d'obstacles de coût : « *L'Agence de l'efficacité énergétique administre la certification Novoclimat pour des maisons écoénergétiques qui équivalent à la norme R-2000, le standard en efficacité énergétique défini par Ressources naturelles Canada. "On entendait dire que cela coûtait plus cher, de la bouche même des entrepreneurs, explique Luce Asselin, présidente-directrice générale. Nous avons donc enquêté." Verdict : le coût supplémentaire d'une construction Novoclimat est de 2 à 3 %. Si on considère que l'on économise 25 % de chauffage par rapport à une résidence conventionnelle, l'investissement est rapidement rentabilisé.* »

Mais il y a des obstacles sociaux tels... :

- ... les maisons individuelles : « *Dans le même temps, la tendance qui se dégage de l'Enquête sur l'utilisation de l'énergie par les ménages menée en 2007 par l'Office de l'efficacité énergétique canadien indique que, plus un logement est récent, plus ses dimensions sont grandes et... plus il consomme d'énergie!* »
- ... les contradictions propriétaires-locataires : « *Souvent, les individus et les entreprises ne peuvent pas directement et immédiatement récolter les économies de leurs investissements, parce que les différentes parties qui possèdent la propriété et qui paient les factures d'énergie ne sont pas les mêmes.* »<sup>9</sup>
- ... les frais de financement : « *...le capital pour les rénovations d'efficacité énergétique est coûteux, principalement en raison d'offres restreintes et de coûts de transaction relativement importants.* »
- ... les modes de rémunération, ce qui s'applique aussi aux vendeurs d'énergie comme Hydro-Québec qui ont la responsabilité contradictoire de programmes pour réduire la

consommation : « ...nous rémunérons les architectes et les ingénieurs pour ce qu'ils dépensent, pas pour ce qu'ils économisent. »

- ... la contradiction entre bénéfices sociaux et appropriation privée : « ...il y a un gouffre immense entre les énormes avantages de l'efficacité pour la société et les petites et diffuses récompenses. »

En un mot, « ...comme diraient les économistes, il y a une défaillance du marché », c'est-à-dire que le mode de production capitaliste empêche la réalisation de ce potentiel. Tout simplement parce que la loi du capital c'est l'accumulation et non la désaccumulation. Faut-il alors se surprendre du manque d'enthousiasme de nos gouvernements, tout au service du capital, pour mettre en branle les programmes nécessaires :

« ...depuis 1983, les normes d'efficacité énergétique dans le petit bâtiment n'ont jamais été rehaussées. "La Loi sur l'efficacité énergétique prévoit que la réglementation doit être intégrée au Code du bâtiment, mais cela n'a jamais été fait, cette partie du Code datant toujours des années 1980", explique Claude Thibault, directeur du service Planification et normalisation à la Régie du bâtiment... »<sup>10</sup>

### Une critique anticapitaliste inachevée

Le blocage que sont les propriétaires immobiliers et les vendeurs d'énergie à l'économie énergétique des bâtiments, le complexe auto-pétrole-bungalow-autoroutes, le cœur manufacturier du capitalisme réellement existant, et son annexe québécoise de *l'industrie de la corruption* l'est pour le tournant de la lucrative auto solo privée au pétrole vers le gratuit transport collectif (et communautaire) électrifié. Idem pour le tournant du camionnage au pétrole vers l'intermodal rail électrifié et le cabotage bien que le renchérissement du prix du pétrole, pour des raisons de rentabilité, conduise à un certain rééquilibrage. Même pour l'efficacité énergétique industrielle et commerciale, elle s'autolimité par la rentabilité de l'entreprise sans égard aux externalités environnementales et sociales.

Le mémoire du CTE n'a pas poussé à fond la critique anticapitaliste. Non pas tellement par manque de temps qu'à cause des limites inhérentes à la plate-forme et au programme. Ceux-ci sont certainement nettement antilibéraux en ce qui concerne la question écologique, c'est-à-dire qu'ils récusent les conséquences du productivisme capitaliste tout en esquissant des palliatifs radicaux mais sans déclarer la guerre au capitalisme pour le renverser. Au mieux, pour mettre au pas le noyau financier du capitalisme, le programme, mais non la plate-forme, propose la nationalisation d'une banque pour la transformer en banque d'État. Ce que propose in fine le programme, et ce que cache l'expression « dépasser le capitalisme », c'est un régime de compétition pacifique entre le secteur public/communautaire et le secteur privé, une sorte de redécouverte de la coexistence pacifique à la Nikita Khrouchtchev.

On sait qui a gagné et ce sera la même chose si ça se répète. Non pas parce que le capitalisme est un système « supérieur » au socialisme, ou que le toujours inexistant capitalisme vert le serait par rapport au tout aussi inexistant écosocialisme. Mais parce que la seule compétition pacifique possible dans ce monde fondamentalement capitaliste d'un bout à l'autre, c'est la loi de la compétitivité dont le corollaire est la maximisation des profits. La coexistence pacifique est l'arme de prédilection du capitalisme, même si comme la nuée elle contient toujours l'orage de la guerre, dont il sort toujours gagnant car le socialisme soumet la rentabilité aux principes de l'« égaliberté » pétri de solidarité.

(Quant au socialisme bureaucratique — une contradiction dans les termes s'il en est une — sans loi de mouvement propre et n'étant ni compétitif ni solidaire, il ne peut que mourir atrophié dans la mauvaise farce répressive des cultes de la personnalité. Le miracle est qu'il est duré plus d'un demi-siècle grâce aux hécatombes des guerres mondiales entre puissances impérialistes pour l'hégémonie mondiale lesquelles hécatombes se prolongent par pays dépendants interposés, de la

Corée à la Syrie en passant par le Vietnam et l'Irak, guerres qui sont de plus en plus des guerres pour le contrôle du pétrole.)

### **On plonge et puis on lutte**

Une banque d'État en compétition avec les banques privées dans un monde de libre-échange où le capital-argent circule librement ne ferait pas vieux os à moins de se mouler au système comme le font les Caisses populaires Desjardins. Le financement solidaire, et une réforme fiscale en profondeur à l'avenant, des révolutions de l'énergie, des transports et de l'habitat en serait compromis. Efficacité énergétique et nouveaux moyens de transport deviendraient, comme ce l'est déjà, l'apanage de l'élite informée, branchée et fortunées. Même le transport collectif partiellement financé par l'État ne serait amélioré que pour assurer la fluidité de la circulation des marchandises mais aucunement pour remplacer l'hégémonie de l'automobile qui s'hydro-électrifierait à pas de tortue mais jamais à temps pour sauver la planète en supposant même que cela soit possible.

L'on voit que la quasi disparition des émanations de GES en 2050 en serait compromise si ce n'est la fin de la consommation des énergies fossiles au Québec en 2030. Conséquemment, le mémoire du CTE, à part des allusions, ne développe pas la question des nouveaux rapports ville-campagne minimisant la consommation d'énergie, en particulier le nouveau type de ville multipliant les rencontres des personnes et non celles des *chars*, zonée sur le principe du mixage des fonctions et non de leur ségrégation, intégrant l'agriculture et construisant des circuits courts avec les campagnes avoisinantes sur la base d'une agriculture biologique et de la souveraineté alimentaire minimisant les importations de produits agricoles de base.

Faut-il jeter la serviette pour autant jusqu'à ce que Québec solidaire, ou une autre force politique conséquente, ait vu la lumière ? Ce serait de l'intellectualisme intello. Pour parodier le grand homme, « *on plonge et puis on lutte* »... et on apprend dans et par la lutte, celle des urnes mais surtout et avant tout celle de la rue. Avec la croissance du niveau de conscience tirée des leçons apprises dans l'affrontement avec le capital, et une bonne dose d'éducation et de formation à l'avenant, viendra la lucidité anticapitaliste du grand nombre permettant les ajustements de programme nécessaires et la construction de partis anticapitalistes. Sans cependant oublier que la lutte pour le programme fait partie de la lutte générale. C'est là la contribution du mémoire du CTE... et de ce texte.

#### Annexe :

#### **Les contradictions entre la plate-forme et le journal Solidarités « Sortir du noir... »**

1. N'eut été une mention dans une cartouche, l'enjeu du réchauffement climatique ne se retrouve nulle part dans l'outil principal de la campagne pourtant, la plate-forme élaborée, discutée et votée par la base du parti est on ne peut plus claire à cet égard : « Québec solidaire préconisera la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 40 % par rapport à 1990 d'ici 2020, et de 95 % d'ici 2050 » (point 15).

2. Le journal affirme que « [le Québec] ne devrait autoriser aucune nouvelle extraction d'énergies fossiles, sauf de façon très limitée [Je souligne], si cela s'avère nécessaire pour faire la transition vers une société sans pétrole prévue pour 2030 » alors que la plate-forme dit clairement « [Québec solidaire] *interdira l'exploration et la production d'énergies fossiles (incluant les gaz de schiste) et d'énergie nucléaire sur le territoire québécois* » (15C)

3. Côté transport par pipeline, le numéro de Solidarités avance que « [Québec solidaire] *s'oppose aussi aux nouveaux projets d'oléoducs qui serviraient à raffiner le pétrole tiré des sables bitumineux.* » Après l'hécatombe de Lac-Mégantic, on se serait attendu à ce que le parti s'oppose au transport par oléoduc et par train tant du pétrole bitumineux que celui schisteux.

4. Selon *l'Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2010 et leur évolution depuis 1990*, le sous-secteur où l'augmentation des GES sur 20 ans est hors de contrôle est celui du transport des marchandises (camions lourds et léger) soit plus ou moins un doublement alors que la contribution des automobiles a diminué. La campagne Solidaire ignore complètement cet enjeu.

5. La direction Solidaire, fidèle à son plan dit vert jamais discuté ni approuvé par la base, adhère à l'objectif d'investir un milliard \$ supplémentaire par année pour le transport collectif. Cet objectif est le même que celui de la Chambre de commerce du Montréal- Métropolitain et de la Communauté métropolitaine de Montréal. Pourtant selon la très modérée organisation TRANSIT, « *[I]es besoins en matière de consolidation et de développement des réseaux de transports collectifs à travers le Québec sont estimés à quelque 30G\$, dont près des 2/3 au seul chapitre de la consolidation et du maintien des actifs (métros, autobus, trains de banlieue, infrastructures).* »

6. La plate-forme Solidaire affirme clairement que l'État, au minimum, aura un contrôle majoritaire, maximisant le transfert technologique, de toute entreprise extrayant, et peut-être même transformant, des ressources naturelles et de celles du domaine de l'énergie. Ces engagements prennent une méchante débarque dans la présente campagne. « *Québec solidaire propose de placer les secteurs miniers stratégiques sous contrôle public. Certaines productions pourraient [je souligne] même être nationalisées.* » Le plancher minimum de la prise de contrôle majoritaire disparaît sous le vague vocable ronflant de « *contrôle public* ».

7. Quant à l'énergie éolienne, il n'est plus question que de « *développer et encadrer [je souligne] la production éolienne.* » Adieu nationalisation telle que clairement affirmée dans la plate-forme.

8. La campagne passe complètement sous silence la revendication de la gratuité du transport public sur une période de dix ans. Cet engagement a le même potentiel de mobilisation pour le monde du travail et au-delà que celui de la gratuité scolaire pour le monde étudiant.

Je passe sur le volet agriculture et sur le complet silence sur la question du financement sans faire la guerre aux automobilistes qu'il faudra rallier pour construire un mouvement de masse.

Marc Bonhomme, 18 octobre 2013

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

<sup>1</sup> Voir l'analyse du Plan vert sur mon site web, [Quel « plan vert » de Québec solidaire ?](#), 22/05/13

<sup>2</sup> Voir l'analyse du journal Solidarités sur mon site web, [La campagne Solidaire pour sortir du pétrole](#), 5/09/13

<sup>3</sup> Pierre Dubuc, [Québec solidaire change de ligne](#), L'Aut'Journal, 18/10/13

<sup>4</sup> Voir mon article sur le site Presse-toi-à-gauche, [La grande braderie du plan de relance du PQ](#), 15/10/13

<sup>5</sup> [Recommandations du mémoire du Réseau écosocialiste](#), Presse-toi-à-gauche, 8/10/13

<sup>6</sup> Site web du Rocky Mountain Institute, [Reinventing Fire : Buildings](#) visité le 16/10/13

<sup>7</sup> [Mémoire de la section Québec du Conseil du bâtiment durable du Canada \(SQCBDCa\)](#) présenté à la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec, 19/09/13

<sup>8</sup> Hélène Lefranc, [Le Québec est-il frileux ?](#), Esquisses, Ordre des architectes du Québec, hiver 2010-2011.

<sup>9</sup> Site web du Rocky Mountain Institute, [Reinventing Fire : Buildings](#) visité le 16/10/13, ma traduction

<sup>10</sup> Hélène Lefranc, [Le Québec est-il frileux ?](#), Esquisses, Ordre des architectes du Québec, hiver 2010-2011.